

Financements en faveur de la biodiversité : une carte pour visualiser les zones prioritaires

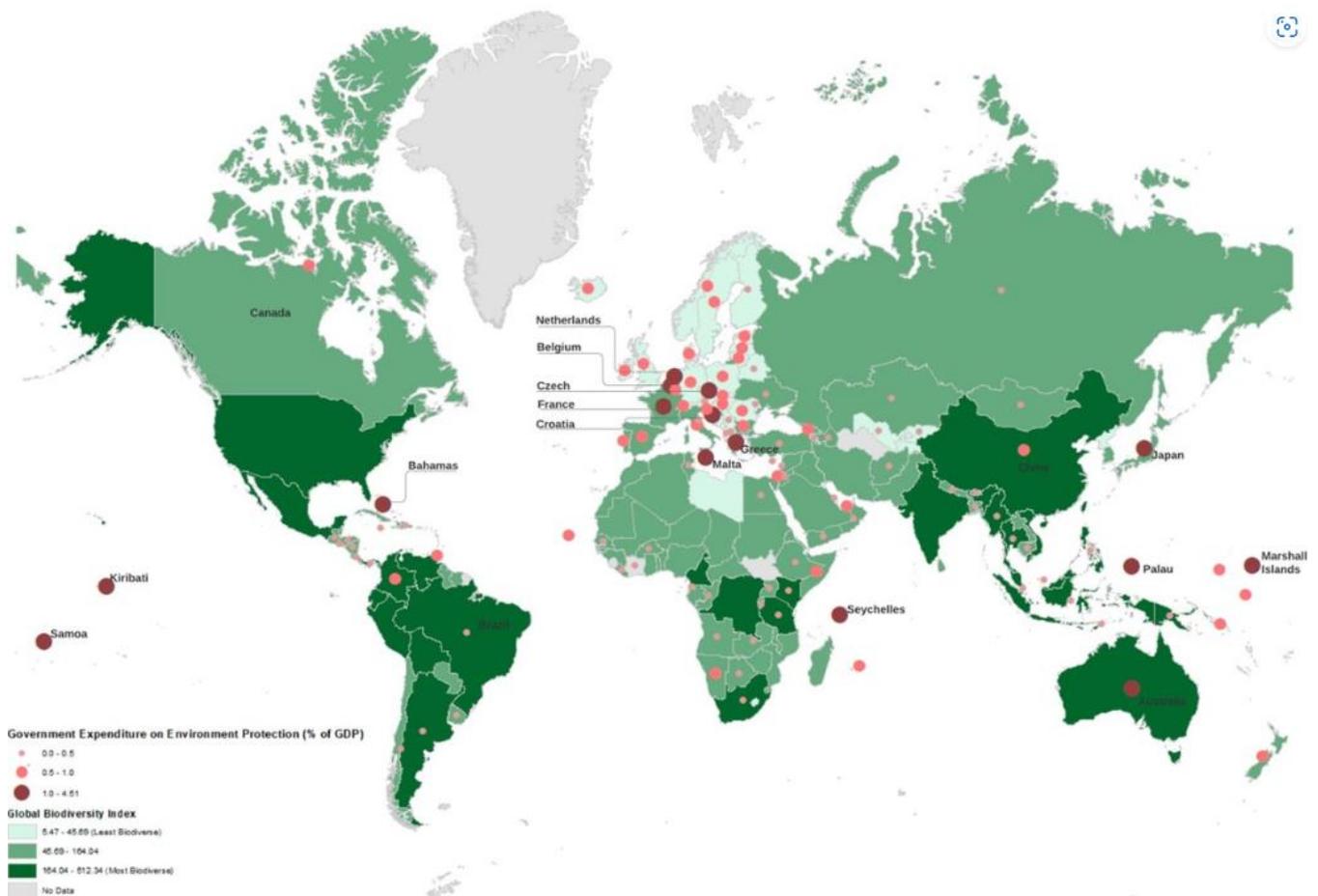
Une cartographie réalisée par le programme des Nations Unies pour l'environnement montre la déconnexion entre la nécessaire protection des principaux poumons verts de la planète et les investissements dont ils bénéficient pour leur sauvegarde.



Plus de la moitié du PIB mondial dépend des services écosystémiques.

© Раг Лилия Захарчук

Bénéficier d'un haut niveau de biodiversité n'implique pas forcément une mobilisation suffisante des territoires concernés pour le préserver. Publiée par le programme des Nations Unies pour l'environnement (Pnue), jeudi 17 août, une cartographie met même en évidence une forte déconnexion entre la richesse naturelle des pays et les dépenses de leur gouvernement pour sa protection en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), y compris *via* la gestion des déchets et des eaux usées ou la réduction de la pollution.



Un bilan mondial déséquilibré

Parmi les quinze premiers pays qui comptent le plus grand nombre d'oiseaux, d'amphibiens, de poissons, de mammifères, de reptiles et de plantes, douze mobilisent les moyens les plus faibles pour leur sauvegarde, dont le Brésil et le Congo, accordant à cette cause entre 0 et 0,5 % de leur PIB seulement. Inversement, sur les 15 pays qui dépensent le plus en matière d'environnement, 13 affichent un faible indice de biodiversité : soit en raison de leur situation géographique, soit parce que leur capital naturel était gravement endommagé par les activités humaines au moment du calcul. Favorisés en termes de biodiversité, trois pays se singularisent par une quote-part plus généreuse : entre 0,5 % et 1 % pour la Chine et la Colombie, supérieure à 1 % pour l'Australie. Le Japon, quant à lui, se démarque par un effort supérieur à 1 % de son PIB pour un niveau de biodiversité considéré comme « moyen ».

A l'échelle mondiale, le bilan n'est pas très favorable puisque seuls 42 % des 106 pays et territoires ont consacré plus de 0,5 % de leur PIB à la protection de l'environnement, faute de moyens ou d'ambition. En Asie, en Afrique, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, quatre zones qui hébergent la majorité de la biodiversité mondiale, les pays les moins enclins à investir pour la planète (moins de 0,5 % du PIB) sont majoritaires.

Un fléchage plus pertinent à privilégier

Alors que la nature est « *sur le point d'atteindre un effondrement fonctionnel* », en raison d'une perte de l'intégrité de la biosphère due aux activités humaines, le Pnue appelle donc les pays et les institutions financières à concentrer leurs investissements en la matière sur les zones qui en ont le plus besoin – l'Asie, l'Amérique et l'Afrique –, plus spécifiquement au Brésil, en Chine, en Indonésie, au Congo (RDC) et en Inde. Pour l'organisation, désormais, « *le financement mixte ou les sources de financement privé telles que les compensations pour la biodiversité et les marchés du crédit devraient être considérés comme un instrument clé en tandem avec les dépenses publiques* », notamment dans le cadre de l'Alliance pour le crédit à la biodiversité.

Sera-telle entendu ? Réuni en Inde, fin juillet, le G20 des ministres de l'Environnement a souligné toute l'importance que leur gouvernement attachait aux accords sur la biodiversité de Kunming-Montréal, de décembre 2022. Mais les outils se font encore attendre, notamment en termes financiers, comme l'a montré le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, organisé à Paris les 22 et 23 juin derniers.

Des lacunes sont aussi à regretter en matière de reporting. « *Le manque de données sur les dépenses du secteur privé favorables à la nature appelle également l'attention sur un mécanisme plus robuste d'établissement de rapports et de divulgation* », souligne le PNUE. C'est ce que devrait permettre un cadre commun, en cours de développement par la Taskforce on Nature-related Financial Disclosures (TNFD), à laquelle participent le Pnue, l'Agence française de développement et une cinquantaine d'institutions financières. Plus de la moitié du PIB mondial dépend modérément ou fortement des services écosystémiques, rappelle le Pnue.



Nadia Gorbatko, journaliste
Rédactrice spécialisée

Publié le 21/08/2023 – Actu Environnement